

Russie-Turquie, une complicité toxique

Nora Seni

DANS **HÉRODOTE** 2023/3 (N° 190-191), PAGES 159 À 169

ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 0338-487X

ISBN 9782348079986

DOI 10.3917/her.190.0159

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2023-3-page-159.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Russie-Turquie, une complicité toxique

Nora Seni¹

Au printemps 2023, la médiasphère occidentale a consacré pendant des semaines sa une à l'élection du président de la Turquie. Existe-t-il en ces temps un autre pays au monde, à part les États-Unis et la Chine, dont les inflexions de doctrine politique et stratégique soient plus attendues et scrutées que celles de la Turquie ? Cette focalisation des journaux de tous bords, des chancelleries européennes et états-uniennes, de l'OTAN, n'est pas sans lien avec le rythme étourdissant des variations et des retournements dans les relations entre Ankara et Moscou depuis les années 2010.

Une chronologie de ces oscillations donne le tournis. Que l'on en juge : dès 2013, et à mesure qu'Ankara s'impliquait dans le conflit syrien, les tensions se sont accrues avec Moscou, soutien d'al-Assad et cela jusqu'à risquer la confrontation militaire. En novembre 2015, la défense antiaérienne turque abattait un SU-24 russe qu'elle accusa d'avoir violé son espace aérien. En juillet 2016, les deux pays se réconciliaient à l'occasion de la tentative du coup d'État militaire du 14-15 juillet, Vladimir Poutine exprimant immédiatement son soutien à Recep Tayyip Erdoğan tandis que l'Occident tardait à envoyer ses messages d'empathie. La presse turque déclarait alors que la Russie avait informé les services turcs du coup d'État imminent. La même année commençaient les négociations avec Moscou pour l'achat du système antimissile S-400 incompatible avec l'équipement militaire américain dont disposait la Turquie, pour aboutir, en juillet 2019 à leur livraison accompagnée de personnel russe. Ce fut un gain stratégique considérable pour Moscou, analyse Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie, puisque la Russie sécurisait ainsi sa frontière sud grâce

1. Professeure émérite, Institut français de géopolitique ; Fondatrice et administratrice du journal en ligne *Observatoire de la Turquie contemporaine*.

«à l'éviction de missiles de l'Otan de la Turquie et à la clôture de l'accord avec les États-Unis sur la livraison, assortie d'un partenariat industriel, de 120 chasseurs furtifs F-35²». Depuis, la Turquie s'est rabattue sur une demande de F-16 que Washington ne lui a toujours pas accordée. Au printemps 2020, des forces armées turques et russes se sont affrontées en Libye. Ankara a apporté un soutien militaire décisif au Gouvernement d'union nationale installé à Tripoli, attaqué par les forces du maréchal Haftar appuyé par Moscou. Les supplétifs des deux pays, mercenaires de l'organisation Wagner et de son équivalent turc SADATE continuent depuis à se toiser et à maintenir une certaine accalmie sur le territoire libyen dans un *modus vivendi* qui, faute d'autre élément de stabilité, satisfait les grandes puissances.

Au-delà de la géopolitique : ce qui lie Poutine et Erdoğan

Initier des crises internationales et mobiliser forces politiques et opinion pour les surmonter est le mode opératoire prisé par M. Erdoğan. La politique de Vladimir Poutine est plutôt conduite par une ligne stratégique claire, affaiblir l'OTAN. Les deux autocrates partagent une même aversion de l'Occident. À leurs yeux, le monde occidental «aurait triomphé, aux XIX^e et XX^e siècles, non pas grâce à sa supériorité économique ou militaire, mais par l'aliénation sournoise des sociétés ottomane, russe et persane au travers de leurs "élites" traîtresses, agents de destruction d'un tissu collectif jusqu'alors inaltéré. Retrouver l'invincible puissance passée exigerait par conséquent d'éradiquer l'héritage néfaste de ces siècles» [Bozarslan, 2021, p. 15]. On a là, réunis, des ingrédients qui évoquent la doctrine fascisante telle que la présente l'historien, Robert Paxton, auteur de la *France de Vichy* [1973]: la recherche de la pureté perdue, le sentiment de menace qui pèse sur la communauté nationale et qui autorise que l'on y sacrifie le droit et la vérité. Les régimes qui s'en inspirent détruisent la pensée, sa complexité, sa nuance au profit de la croyance et des mythes. H. Bozarslan poursuit en précisant que Poutine et Erdoğan partagent la conviction selon laquelle leurs nations respectives portent une mission, celle de «dominer le monde pour lui apporter justice, harmonie et civilisation au prix d'une épreuve militaire permanente» (2021). Si l'hypothèse de deux autocrates animés par l'accomplissement d'une mission sacrée exigerait d'être élaborée plus avant, la commune hostilité à la démocratie des deux leaders, elle, s'étale bien au grand jour. Tous deux oppriment les opposants politiques, suppriment les médias libres, annihilent les contre-pouvoirs, réduisent la société civile, soumettent la justice. Cependant, de leur

2. Marc Pierini, «En Turquie l'État de droit recule, l'influence russe s'accroît», *La Croix*, 1^{er} février 2023.

interdépendance économique et de la confrontation de leurs stratégies géopolitiques est née une surprenante capacité commune à surmonter leurs divergences. La guerre en Ukraine offre une nouvelle scène où se déploient leurs divergences, leurs rivalités, leurs accords, alliances et coopérations qui reconfigurent la géopolitique régionale et mettent la mer Noire au cœur de ce théâtre/territoire.

L'énergie : nœud de la collaboration russo-turque en mer Noire

La Turquie dépendante de la Russie

Bien avant que la Russie n'attaque l'Ukraine, les enjeux énergétiques avaient déjà fait de la mer Noire le territoire de la coopération avec la Turquie, alors même que Moscou et Ankara sont en compétition en Libye et au Moyen Orient, notamment en Syrie. Très dépendante d'importations en gaz et pétrole, la Turquie s'approvisionne en gaz russe pour 55 % de sa consommation (12 % pour le pétrole). Depuis 1987, cet approvisionnement se faisait *via* le Trans-Balkan Pipeline, d'une capacité de 14 milliards de m³/an, qui traverse l'Ukraine, la Roumanie et la Bulgarie pour arriver dans le nord-ouest de la Turquie. Ce pipeline terrestre a perdu progressivement de son importance à mesure que la Russie a poursuivi une stratégie de contournement de l'Ukraine au profit de la Turquie en passant par la mer Noire pour alimenter l'Europe. Depuis 2005, c'est le gazoduc *offshore* Bluestream d'une capacité de 19 milliards de m³ qui traverse la mer Noire et débouche sur le terminal turc de Samsun. Il satisfait environ 30 % de la consommation de gaz de la Turquie. Le 16 janvier 2020, Poutine fait le déplacement à Istanbul pour l'inauguration en grande pompe du gazoduc Turkish Stream qui traverse la mer Noire, de la station de compression Russkaïa jusqu'à Kuyuköy, au nord d'Istanbul et à 20 km de la frontière bulgare. L'inauguration fait la une des presses de propagande russes et turques. Le journal en ligne *Russia Beyond* s'empresse de déclarer que d'autres pays européens reçoivent déjà le « combustible bleu ».

La Bulgarie a reçu ses premières livraisons de Turkish Stream le 1^{er} janvier, la Grèce et la Macédoine du Nord le 5 janvier³. Les partenaires européens éviteront également les risques liés à de nouvelles « guerres de gaz » entre la Russie et l'Ukraine, ajoute Mikhaïl Kogan, chef du département analytique de la Haute école de gestion financière. « Même s'il est en mesure de prolonger son contrat avec Gazprom sur le transit vers l'Europe pour les cinq prochaines années, Kiev

3. Ksenia Zoubatcheva, « Que changera Turkish Stream pour l'Europe ? », *Russia Beyond*, 16 janvier 2020, <<https://fr.rbth.com/economie/84108-gazoduc-turkish-stream-europe>>.

subira des pertes directes», précise-t-il. À l'exception de la Roumanie et de la Moldavie, l'Ukraine perd déjà ses anciens clients au profit de Turkish Stream, ce qui représente 450 millions de dollars de pertes par an⁴.

Ainsi, tandis qu'elle accroît sa dépendance en énergie envers la Russie, la Turquie, en sa qualité de riveraine de la mer Noire, devient instrumentale pour la stratégie russe de contournement et de l'affaiblissement de l'Ukraine.

CARTE 1. – LA TURQUIE : UN HUB ÉNERGÉTIQUE ENTRE LA RUSSIE, L'AZERBAÏDJAN ET L'EUROPE



4. Laure Noualhat, «Après le séisme, la sécurité nucléaire d'une centrale nucléaire turque en question», *Reporterre*, 9 février 2023, <<https://reporterre.net/Apres-le-seisme-la-surete-d-une-centrale-nucleaire-turque-en-question>>.

Centrale nucléaire russe sur faille sismique turque ?

Les questions énergétiques avec la Russie n'ont pas manqué de s'inviter – sur le mode de propagande électorale – aux présidentielles turques de 2023. Le 27 avril, à quelques jours du premier tour, Poutine et Erdoğan ont inauguré ensemble (en visio), la centrale nucléaire russe Rosatom basée à Akkuyu, en bordure de la Méditerranée, dans le port de Mersin, au sud-est de la Turquie. Mersin se situe à quelques encablures de Hatay, ville dévastée le 6 février 2023 par un séisme d'une magnitude de 7,8. Elle est, depuis, envahie par ceux qui ont fui les ravages du tremblement de terre. La centrale se situe à 240 km de l'épicentre du séisme mais à seulement 24 km de la faille active de l'Est anatolien. Elle est aussi positionnée sur la faille sismique sous-marine reliant Chypre à Akkuyu. Des lignes de faille dites « aveugles » ont aussi été répertoriées déclare Pinar Demircan, coordinatrice du projet Nukleersiz.org et observatrice des questions nucléaires en Turquie. La chercheuse indépendante s'inquiète de l'opacité au sujet de la sûreté de l'installation. Bien que le séisme n'ait que très peu touché la centrale, Akkuyu reste une menace pour l'avenir précise-t-elle :

Un manque de transparence énorme entoure cette centrale : c'est un territoire russe, nous ne pouvons pas y entrer. Si demain un autre tremblement de terre survient alors que les combustibles sont chargés dans les réacteurs, ce sera une véritable catastrophe. Parfaitement prévisible⁵.

La surdité russe au risque sismique n'est pas sans évoquer une indifférence aux enjeux environnementaux, héritage de l'URSS et responsable notamment de l'assèchement du lac Baykal. Tandis que la Turquie apparaît comme aveuglée par l'ambition de posséder une centrale nucléaire sur son territoire, quel qu'en fût le prix⁶. Pinar Demircan n'a pas tort de qualifier Akkuyu de « territoire russe » en Turquie. La singularité de Rosatom est de concevoir et de vendre ses centrales

5. *Idem.*

6. « Si le nucléaire n'a pas été violemment touché, certaines infrastructures énergétiques, en revanche, ont été endommagées – notamment des lignes de transport et de distribution d'électricité et de gaz naturel dans la province de Kahramanmaraş, zone d'épicentre du tremblement de terre selon le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Fatih Dönmez. En prévention d'éventuelles fuites, les exportations de pétrole par oléoduc en provenance du Kurdistan ont été suspendues (la région kurde exporte environ 450 000 barils de pétrole par jour *via* la Turquie) et reprendront après une inspection minutieuse des pipelines. Plus tôt, l'opérateur de gazoduc d'État Botas a déclaré que l'approvisionnement en gaz naturel avait été interrompu dans les provinces de Gaziantep, Hatay et Kahramanmaraş et dans certains autres districts en raison des dommages. De même, le port de la ville côtière méditerranéenne d'İskenderun offrait le spectacle d'un gigantesque mikado de conteneurs en vrac », *Reporterre, op. cit.*

selon le modèle dit « *build-own-operate* », construction-propriété-exploitation, modèle qui conduit à faire de Akkuyu une enclave russe sur laquelle les autorités turques n'ont que peu de prise, les plans, la technologie, les ouvriers et les ingénieurs étant russes. Actionnaire majoritaire, Rosatom est chargé du développement, de la maintenance, de l'exploitation et du démantèlement de la centrale. L'installation produira 35 milliards de kilowattheure d'électricité par an et couvrira 10 % de la consommation du pays. L'accord de 2010 contraint Ankara à acheter à Moscou au moins 50 % de l'électricité produite pendant 15 ans. Ce modèle de construction/exploitation accroît la dépendance de la Turquie envers la Russie non seulement en énergie mais aussi en technologie. Cependant, ni le risque sismique encouru par le territoire anatolien ni les contraintes du modèle d'exploitation n'empêchent le président turc d'en faire un de ses objets privilégiés de propagande. Dès la signature du contrat en 2010, la date de la mise en fonction fut choisie pour correspondre à l'anniversaire du centenaire de la fondation de la République de Turquie (1923). Erdoğan entend le célébrer comme le début d'une toute nouvelle ère pour la Turquie-puissance. À ses yeux, cela devrait clore la parenthèse kémaliste – ou mieux, « l'entracte » comme on dit dans les réseaux pro-Erdoğan – d'une Turquie laïque, tournée vers l'Occident. Avec la bénédiction de Poutine !

La Russie dépendante de la Turquie

Le maître du Kremlin a toujours eu des égards envers son homologue turc qui représentait le plus gros acheteur de gaz russe après l'Allemagne. Mais, depuis la guerre avec l'Ukraine, l'interdépendance entre la Russie et la Turquie a quelque peu décuplé et les équilibres se sont modifiés. Certes, Ankara a condamné l'attaque russe, fermé ses détroits, fourni des armes à l'Ukraine – les désormais célèbres drones Bayraktar TB2 qui ont contribué à arrêter le premier escadron de chars russes à l'assaut de l'Ukraine. Les efforts d'Ankara ont été particulièrement efficaces pour convaincre Poutine de lever le blocus russe sur près de 25 millions de tonnes de céréales ukrainiennes et d'être exportées vers le Moyen-Orient et l'Afrique. Une crise alimentaire mondiale fut ainsi évitée. La Turquie et l'ONU ont annoncé en mars 2023 la prolongation de l'accord international sur l'exportation des céréales ukrainiennes signé une première fois en juillet 2022. Grâce à sa médiation céréalière, Ankara a pu s'attirer les bonnes grâces de l'OTAN et éclipser pour un moment son rôle de perturbateur. Pour un moment seulement car Erdoğan assume ce rôle sans complexe. Il le montre notamment en bloquant l'accès de la Suède à l'Alliance atlantique. Par ailleurs, l'accord céréalière s'avère tout à fait lucratif pour la Turquie dont « les entreprises de logistique tournent à plein régime : un tiers du trafic est assuré par des armateurs turcs et les taxes réclamées aux

navires commerciaux qui passent par le détroit du Bosphore ont été multipliées par cinq ces derniers mois» [Jégo, 2023]. Cependant Poutine a refusé de renouveler l'accord céréalier en septembre 2023. Il a obtenu de pouvoir mouder les céréales en transit sur son territoire. Cela est susceptible de faciliter la réexpédition de ces farines, une fois mélangées à d'autres, vers l'Europe. Et si Erdoğan a bien donné son feu vert à l'adhésion de la Suède à l'OTAN, l'Assemblée nationale turque n'a pas encore entériné cette décision. Il se peut encore que le président turc puisse invoquer un prétexte conduisant à la réouverture des négociations à ce sujet.

Devenue le principal point de transit des marchandises vers la Russie, la Turquie contribue au contournement des sanctions contre la Russie. «Cheval de Troie des sanctions contre Moscou⁷», elle tire profit de l'embargo sur le pétrole russe. Elle mélange, raffine et revend à l'Europe le pétrole acheté à la Russie. Ankara aurait augmenté de 180 % ses exportations vers la Russie entre les premiers trimestres 2022 et 2023. Des entrepreneurs russes créent des entreprises en Turquie, achètent des biens venus d'Europe et d'Asie et les acheminent vers la Russie. Des sociétés turques ont pris le relais des géants du transport par conteneurs qui, découragés par les sanctions, ont interrompu leurs expéditions vers la Russie. Les villes portuaires comme Istanbul, Izmit, Mersin reçoivent des conteneurs venus d'Asie ou d'Europe qui doivent être ensuite réacheminés vers le port russe de Novorossiisk, sur la mer Noire. Plusieurs médias annoncent cependant que la menace de rétorsions de l'administration américaine contre les pays qui détournent l'embargo sur la fourniture de produits sensibles vers la Russie commence à porter ses fruits. La Turquie, qui n'est pas à un revirement près, aurait bloqué au premier semestre 2023 des centaines de containers.

À l'issu d'un accord de partenariat négocié entre Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdoğan en août 2022, Ankara s'est engagé à payer une partie du gaz qu'il achète à la Russie en roubles, et non plus en dollars. Il a accepté aussi de généraliser sur la scène domestique le système de paiement bancaire russe MIR. L'accord concernait cinq banques turques en particulier et devait favoriser les hommes d'affaires et oligarques russes qui feraient de la Turquie la plaque tournante de leurs affaires.

7. «La Turquie, cheval de Troie des sanctions contre la Russie?», *Courrier international*, 12 août 2022.

Les cadeaux de Poutine à Erdoğan, son candidat

L'afflux d'argent russe en Turquie fut une bouée de sauvetage pour le président Erdoğan dans une période préélectorale marquée par une crise financière sans précédent et la chute vertigineuse de la monnaie turque. Volant au secours de son « ami » Erdoğan, Poutine a fait transférer *via* Rosatom Akkuyu 10 milliards de dollars en Turquie, somme qui a permis d'accroître les réserves du change turc. Un autre cadeau de Poutine fut de baisser le prix du gaz fourni à la Turquie, ce qui autorisa Erdoğan à annoncer, à trois semaines des élections, qu'il ne ferait pas payer le gaz à ses concitoyens pendant un mois. On l'aura compris, Poutine a fait campagne pour son homologue turc. Ce n'est pas pour rien qu'à l'annonce de sa réélection pour la troisième fois, des commentateurs se sont exclamés « Poutine a gagné⁸ ». Il semble que Poutine voie Erdoğan comme un agent infiltré capable de détruire l'OTAN de l'intérieur et faire basculer la Turquie hors du monde occidental. Le veto émis par Ankara contre l'accès de la Suède à l'OTAN montre qu'il n'a pas fallu vraiment pousser la Turquie pour qu'elle endosse le rôle de perturbateur au sein de l'Alliance atlantique. Ses exigences pour lever son veto sont toxiques autant pour l'Alliance que pour la culture politique suédoise. Les débats engendrés font pencher la société suédoise vers sa droite, la contraignant à des compromissions, à modifier sa législation soit pour pouvoir extraire des Kurdes présumés membres du PKK, soit pour arrêter des manifestants anti-Erdoğan en Suède, soit encore pour interdire leurs manifestations⁹. Un autre « drame » similaire s'est déjà joué en avril 2016 où la chancelière Angela Merkel a donné suite à la demande de poursuites pénales réclamée par la Turquie contre un caricaturiste ayant dépeint le président turc en zoophile. Elle l'a fait tout en annonçant vouloir supprimer la disposition législative permettant une telle procédure. Pour pouvoir satisfaire à l'exigence d'Erdoğan, l'Allemagne avait dû ressusciter un article de loi qui n'avait guère servi depuis 1905.

Ainsi faut-il reconnaître que la collaboration avec des autocrates ne laisse désormais aucune nation indemne. Le temps où l'on pouvait se laver les mains des

8. « Une victoire d'Erdoğan serait une victoire pour Poutine » répondait Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne à Ankara à la question de Philippe Ricard dans une tribune au sujet de l'élection présidentielle en Turquie. Marc Pierini, « “Demain, la Turquie devra évaluer sa place entre l'Alliance atlantique et une Russie disruptive” », *Le Monde*, 17 mai 2023.

9. M. Erdoğan confiait aux journalistes qui l'accompagnaient dans son avion le 15 juin que la Suède ne devait pas compter sur l'acceptation de la Turquie concernant son adhésion à l'OTAN. Il déplorait qu'aucune mesure ne soit prise contre des manifestants anti-Erdoğan alors que M. Kalin, le nouveau chef du renseignement turc avait communiqué leur identité aux services compétents suédois.

usages domestiques des États partenaires autoritaires sans contaminer les démocraties formelles est révolu.

Avantage Russie : l'impossible continuité culturelle turco-eurasiatique

Parmi les territoires qui concentrent des rivalités d'influence russe et turque, l'Asie centrale échappe pour l'instant à l'attention des médias *mainstream*. Cependant, depuis leur indépendance en 1991, ces républiques considèrent la Turquie comme un partenaire pertinent pour contrer la pénétration de la Russie et de la Chine dans la région. Cherchant à approfondir les liens culturels et économiques après l'effondrement de l'Union soviétique, Ankara a créé l'Agence turque de coopération et de coordination en 1991. L'Agence réunit cinq pays membres – l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Turquie et l'Ouzbékistan –, et deux États observateurs – la Hongrie et le Turkménistan. Ensemble, ils comptent environ 170 millions d'habitants. Leur part dans les échanges commerciaux de la Turquie n'est pas négligeable, 4,7 % pour le Kazakhstan et le Tadjikistan, 5,3 % pour le Kirghizistan et 6,4 % en Ouzbékistan¹⁰. En 2009, Erdoğan a été le fer de lance du Conseil de coopération des États turcophones, rebaptisé Organisation des États turciques en 2021. L'introduction du vocable «turcique» insiste sur la volonté de la Turquie d'appuyer la coopération économique de l'Organisation par sa politique d'influence culturelle fondée sur la communauté linguistique. Ressuscitant le panturquisme, Ankara voudrait en faire une sorte d'UE turcophone, dont la coopération comprend la religion, la politique étrangère, la migration¹¹.

Les résultats du volet *soft power* de cette stratégie ne sont pas à la mesure des ambitions de la Turquie. Alican Tayla, doctorant à l'Institut français de géopolitique (Université Paris-8) résume cet échec en décrivant un «fiasco symbolique survenu lors de la conférence de presse des chefs d'État participant au dixième Sommet des États turcophones qu'accueillait la Turquie le 25 septembre 2010. Un problème de traduction simultané révèle qu'aucune des délégations ne parle le turc. Contraints à s'entendre malgré ce dysfonctionnement, tous les chefs d'État, à l'exception de M. Gül président turc, se sont exprimés en russe!» [Tayla, 2021]. L'auteur poursuit en soulignant d'une part combien l'intelligentsia nationaliste turque et les gouvernements successifs ont surestimé l'importance de la langue et de l'islam sur ces latitudes centre-asiatiques, et combien, d'autre part, la Russie

10. Irina Osipova, «Turkey and Central Asia's Growing Partnership», Institute for War and Peace Reporting, 8 juin 2023, <<https://iwpr.net/global-voices/turkey-and-central-asias-growing->>.

11. *BFM Business* du 14 mai 2023.

restait le principal acteur régional. «L'influence de cette dernière ne date pas de l'URSS, ajoute-t-il, une politique culturelle identitaire développée dès la période impériale a créé pour ces États un héritage culturel non négligeable.»

La Russie cherche de son côté à cultiver aujourd'hui son influence politique, avec la création laborieuse d'une instance de défense mutuelle, l'OTSC, Organisation du traité de sécurité collective. Son ambition serait de créer un équivalent de l'OTAN. Le projet a pris corps à l'occasion de la crise traversée par le Kazakhstan en 2022. La révolte populaire y a été matée en quelques heures par l'intervention militaire de l'OTSC. La Turquie et les États turquiques sont restés spectateurs. L'événement a marqué la difficulté pour Ankara d'avancer ses pions dans les anciennes républiques soviétiques de l'Asie centrale.

En guise de conclusion

Il n'est pas aisé de faire de la prospective au sujet des relations de deux pays dont l'un est en guerre et l'autre vient de reconduire à sa tête un président habitué des volte-face.

Au lendemain de sa réélection à la présidence, Erdoğan signifie qu'il démarre une guerre culturelle en nommant, pour la première fois, plus de 850 imams dans les écoles d'Izmir, ville au passé cosmopolite, bastion de l'opposition laïque. La nouvelle composition de la chambre des députés donne aujourd'hui à l'AKP, le parti d'Erdoğan, l'opportunité d'achever la mutation culturelle du pays pour en faire une société aux mœurs conformes à l'islam politique. Il s'agit de changer l'ADN de la Turquie pour refermer l'ère républicaine et laïque que le président se plaît à présenter comme une parenthèse. L'application dans les écoles des normes islamiques, telles que la non-mixité des élèves et le voile pour les filles de plus de neuf ans, ne concerne pas encore l'ensemble des établissements éducatifs. Les nouvelles mesures visent à satisfaire plus concrètement le souhait d'Erdoğan : doter la Turquie d'une jeunesse pieuse. Néanmoins, cette fois la mutation ne se limitera pas à l'éducation. Les analyses des spécialistes de la politique turque comme le professeur Samim Akgönül¹², prédisent le bouleversement du code civil et la dégradation des droits des femmes.

Quel que soit le degré d'indifférence des États au climat domestique dans les pays partenaires, il ne faut pas s'attendre à ce que cette évolution n'entraîne aucune conséquence sur le positionnement géopolitique d'Ankara. L'interlocuteur

12. Samim Akgönül est directeur du Département d'études turques de l'université de Strasbourg.

turc ne sera plus le même dans quelques années avec une majorité que son leader aura conduite à se détourner de l'horizon euro-atlantique. Familière des États musulmans tels que la Syrie et l'Iran, la Russie ne saurait se formaliser d'une évolution qui éloignera le pays d'Erdoğan du monde occidental.

Il est difficile de faire de la prospective en ce qui concerne la Russie dont le sort dépend de l'issue de la guerre. Quant à la Turquie, malgré le goût de son président pour les volte-face, plusieurs constantes demeurent. Troisième partenaire commercial de l'Union européenne (hormis les États-Unis et la Chine) après la Suisse et la Russie, la Turquie aura à cœur de poursuivre ses échanges économiques avec l'Europe. Les négociations et accords que cela induit maintiendront autant les liens commerciaux que politiques. La Turquie ne quittera pas l'OTAN. Elle y savoure l'opportunité de se mettre en scène comme puissance régionale de premier plan. Avec la bénédiction de la Russie.

15 juin 2023

Bibliographie

- BOZARSLAN H. (2021), *L'Anti-démocratie au XXI^e siècle. Iran, Russie, Turquie*, Paris, CNRS Éditions.
- FACON I. (2022), *Russie-Turquie. Un défi à l'Occident ?*, Paris, Passés/Composés.
- JEGO M. (2023), « Un rideau de fer sur la mer Noire ? », *Politique internationale*, n° 178.
- PAXTON R. (1973), *La France de Vichy 1940-1944*, Paris, Le Seuil, 1973.
- SENI N. (2021), « La Turquie en Libye à l'ère Biden », *Hérodote*, n° 182, Paris, La Découverte.
- (2022), « La Libye tête de pont de la Turquie en Afrique », *Politique internationale*, n° 174.
- TAYLA A. (2021), « Le Russe, langue commune de la turcophonie », *Work in Progress*, Observatoire de la Turquie contemporaine, 25 juin, <www.observatoireturquie.fr/le-russe-langue-commune-de-la-turcophonie/>.